Lutter pour la Sécurité sociale

Publié le 27 décembre 2024 par Nicole Grenier-Merico



©

Si la Sécurité sociale est au centre de toutes les difficultés de notre système de santé, la sécu ce n'est pas juste une assurance santé, elle est d'abord au cœur de notre projet de société. Aujourd'hui il y a urgence à la replacer en bonne place dans notre combat politique et parlementaire. Comme en 1946 la cotisation est au cœur du combat de classes. Assise sur la richesse produite c'est un mode de financement dynamique en lien avec l'emploi, les salaires, prise à la source sur le profit capitaliste au bénéfice du travail. Mais les exonérations de cotisations qui atteignent près de 90 milliards annuels ont fragilisé les ressources de la Sécurité sociale car les impôts et taxes qui les ont remplacées sont eux prélevés sur les revenus ou la consommation et pris sur un solde fini du partage capital / travail.

Aujourd'hui les cotisations représentent moins de 45% des ressources de la Sécu. Cette fiscalisation a réalisé un transfert du financement au détriment du travail et au profit

du capital. Et il y a danger. Les plans de licenciement actuels peuvent sonner le glas d'un système que chaque citoyen considère comme naturel. Le danger est immense d'autant plus que les politiques au service du capital affichent de plus en plus leurs intentions d'une réforme systémique de la Sécurité sociale et de ses financements de laquelle on peut tout craindre !

Aujourd'hui la Sécu est une variable d'ajustement (on l'a vu avec le dernier Projet de loi de financement) au service de la politique libérale de baisse des dépenses publiques et socialisées et ce qui est aussi dangereux c'est que son déficit organisé alimente le capital financier largement nourri de quelques 3 milliards d'euros d'intérêts annuels. Les conséquences ce sont l'essorage des moyens de financement de l'hôpital public, la baisse des prestations et pensions la non-réponse aux besoins de la petite enfance, du grand âge, du handicap, ...

Et puis le problème de notre système de santé ce n'est pas que le financement c'est aussi l'absence totale de démocratie. Ambroise Croizat en 1946 disait que la Sécurité sociale doit être « le fait non d'une tutelle paternaliste ou étatiste, mais de l'effort conscient des bénéficiaires eux-mêmes. (...) ». Aujourd'hui l'étatisation est achevée et la Sécu n'a plus de pouvoirs, elle n'est plus celle du ministre Croizat et des syndicalistes qui se sont battus pour la mettre en place. Il n'y a plus aucune démocratie sanitaire et on en voit les conséquences en termes de financement contraint

Il faut aussi mettre au premier plan le besoin urgent et énorme de formation en santé, médecins, dentistes, indispensable pour préserver l'accès aux soins et sans lequel on va vers une catastrophe sanitaire. Les chiffres des départs en retraite et des entrées en activité sont plus que parlants si rien n'est fait sur le long terme.

La sécurité sociale réhabilitée et renforcée c'est une des conditions d'une nouvelle efficacité économique et sociale. Notre système de santé et son financement par une Sécu gérée démocratiquement dépendent de cette efficacité et en même temps ils contribuent à cette efficacité. Donc oui, d'accord, la formation et l'emploi en nombre et qualité c'est la base de tout et de l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle nous devons absolument y associer une campagne d'ampleur pour promouvoir un élan démocratique et financier nouveau pour la Sécurité sociale. J'ajoute qu'alors que la bataille pour la Sécu est absente du programme du NFP il nous appartient bien de la mener. Elle est l'illustration de notre singularité et de notre volonté de s'attaquer au système capitaliste lui même. Elle est aussi une des clés, j'en

suis convaincue, du progrès de notre influence.